

Présentation

Ce second tome de *Territoires et Fonctions* publié à la suite du 71^e congrès de l'ACFAS (*Association francophone pour le savoir*) tenu à Rimouski (Québec) en 2003 réunit dix-huit textes à travers lesquels, *Des pratiques aux paradigmes*, un développement désormais considéré inséparable des *acteurs* et des *territoires* est interrogé, ceci particulièrement sous l'angle des *systèmes et des dynamiques d'innovations*.

Intégré au congrès qui avait pour thème général les **Savoirs Partagés**, d'ailleurs proposé en 2002 par l'équipe en développement régional et retenu par l'ACFAS, le colloque de la section *Développement régional* qui a rassemblé durant trois jours plusieurs centaines de chercheur-e-s de plusieurs pays avait été intitulé *TERRITOIRES ET FONCTIONS: QUELS MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT, DE GOUVERNANCE ET D'INTÉGRATION POUR LE XXI^e SIÈCLE?* Le titre choisi faisait écho au volume *Territory and Function: The Evolution of Regional Planning* de John FRIEDMANN et Clyde WEAVER paru en 1979, dans lequel un changement de paradigme en matière théorie et de planification régionale était discuté. On y a aussi souligné les «40» ans des «études régionales» québécoises depuis la parution en 1963 de *L'Analyse des structures sociales régionales* de Fernand DUMONT et Yves MARTIN, et le lancement, en 1993, au sein de l'ACFAS, de la section permanente de développement régional laquelle entretient depuis régulièrement son colloque annuel et la publication, à la suite de ces colloques, de volumes dans la collection *Tendances et débats en développement régional* des Éditions du GRIDEQ. Des Éditions certes infiniment modestes, mais qui, pensons-nous, sous la direction de Jean LARRIVÉE, contribuent à la production, à la conservation et à la diffusion de résultats de recherche.

Alors que le premier tome sous-titré **Des politiques aux théories: les modèles de développement régional et de gouvernance en débats** mettait beaucoup l'accent sur les politiques passées et futures, ce second tome concerne surtout les rapports entre l'innovation, les territoires et le développement, rapports interrogés et observés à travers des dynamiques d'acteurs très actuelles reliées à des besoins, des demandes ou des usages.

À travers leurs descriptions et leurs analyses de nombreuses pratiques qui ont cours principalement au Québec, au Canada et en Europe (Suède, France) et donc au Nord, mais également au Sud, des auteurs rattachés à de nombreuses disciplines ou champs de connaissances croisent leurs points de vue et mettent en débat l'importance de *l'innovation* pour le devenir des régions et des territoires. Si plusieurs

textes traitent d'une innovation économique, scientifique ou technologique, les aspects culturels, organisationnels, politico-institutionnels ou spatiaux de celle-ci, sont aussi beaucoup discutés, ces aspects apparaissant comme des dimensions de plus en plus inséparables et interreliées d'une créativité sociétale dont l'ancrage à des territoires est aussi considéré de plus en plus fondamental. Au croisement de ces échanges, des convergences interdisciplinaires pourront être décelées et quelques points de divergences.

Derrière cette reconnaissance de l'importance des aspects territoriaux ou territorialisés du développement se profilent surtout quantité d'interrogations sur la spécificité des territoires et la diversité des *visages*, des atouts ou des traits tant biophysiques qu'historiques qu'ils présentent, de même que sur leur rôle comme support à des dynamiques d'acteurs qui, à travers des cadres de représentations ou des modèles, contribuent à leur remodelage à travers le temps. La construction sociale ou même socio-sémantique des territoires s'effectue à travers des pratiques qui peuvent viser différentes finalités, allant du développement économique avec un souci pour la création d'emplois, au développement social et culturel avec un souci pour le maintien des services de proximité et pour la qualité de vie. La compréhension des dynamiques d'acteurs contribuant à ce modelage des territoires et à leur maîtrise sociale recherchée constitue certainement un des projets scientifiques majeurs au cœur des nouvelles «sciences du développement territorial» ou des sciences du territoire.

Dans quelle mesure ces territoires dont ni les caractéristiques ou configurations, ni les découpages, ne sont immuables, constituent-ils déjà ou sont-ils à même de devenir des «systèmes», et qui plus est, des «systèmes d'innovation», et ajouterions-nous, *pourquoi faire?* ou dans quels buts? Telle est au fond la question centrale au centre de l'ouvrage ici proposé.

Sans être entièrement nouveau, ce questionnement nous semble ici renouvelé sur deux plans au moins. Premièrement, la plupart des textes dénotent une reconnaissance manifeste à l'égard de la *complexité* des territoires où des pratiques ont été observées et analysées. En second lieu, les auteurs portent une grande attention aux *interrelations* des acteurs. Des interrelations qui englobent autant des processus de *coopération autour de «projets»* partagés que des registres *conflictuels*. Ces tensions concernent l'appropriation des ressources ou des patrimoines offerts, hérités ou accumulés et les «usages» des territoires. Des «usages» à des fins variées: *réaliser des activités productives diverses en vue de l'échange ou de profits, se nourrir, s'abriter ou résider, se divertir, se ressourcer*, etc. À travers ces contributions, ce second tome de TERRITOIRES ET FONCTIONS ainsi prolonge et alimente le débat sur les usages ou les fonctions de plus en plus reconnues *multiples* des territoires ouvert au

premier tome, tout en reliant directement cette question à celle de l'*innovation* que des auteurs ou des politiques publiques auront surtout abordée sous l'angle économique et plus récemment social ou institutionnel, mais beaucoup moins, comme c'est ici le cas, d'un point de vue sociétal d'ensemble. Cette jonction des *fonctions* et de l'*innovation* ne nous paraît nullement forcée. Bien au contraire.

Propulsée sur la scène internationale à l'occasion des débats houleux sur l'encadrement des échanges commerciaux et l'avenir de l'agriculture française et européenne, la question de la *multifonctionnalité* tient d'assises bien plus anciennes tout en rejoignant des préoccupations montantes quant à la *durabilité* des systèmes productifs et sociaux permettant la satisfaction de besoins humains et sociaux collectifs ou personnels. Assises anciennes qui relient ces débats autour des «fonctions» à ceux du fonctionnalisme et du marxisme constitutifs des sciences sociales, et plus encore à l'émergence depuis les années soixante de multiples théories cherchant à dépasser certains de leurs écueils en considérant à la fois le poids des structures et le rôle des acteurs. Assises anciennes qui relient aussi plus fondamentalement encore ces débats à une spécialisation des territoires soutenue par une longue distinction *ville-campagne*, longue distinction entre le *centre* et sa *périphérie*, l'*intellect* et le travail dit *manuel*.

Au delà de ces distinctions ou dichotomies, la prise en compte des traits des territoires pour y ancrer la poursuite et l'atteinte de fonctions ou de finalités multiples nous paraît tenir d'un recadrage proche de cette «révolution paradigmatique» tel qu'envisagée par Khun (1962) et qui après tout est peut-être en train de se dessiner. Ce possible changement de paradigme à travers un ensemble de pratiques plus ou moins nouvelles de prise en charge des territoires constitue peut-être le terreau d'une *innovation* comme celle que les travaux pionniers de Schumpeter ont contribué décisivement à nous permettre d'envisager, soit une *innovation* définie moins comme rupture ou nouveauté que recomposition de grande portée impliquant des systèmes sociétaux.

*

La pratique et la théorie des «systèmes régionaux d'innovation» appartiennent pleinement à ces nouveaux courants de recherche qui visent à offrir à la fois une explication des dynamiques de développement des territoires et une stratégie d'intervention sur ces territoires pour en assurer le plein développement socio-économique. De même, la pratique ou les initiatives de développement local ou de développement territorial et les approches qui cherchent à les décrire, en terme d'innovations sociales notamment, participent à des courants de recherche apparentés aux premiers, les uns et les autres étant régulièrement inscrits à l'aulne d'un

nouveau paradigme ou d'une nouvelle science et pratique sociale «alternative».

Les différentes contributions ici rassemblées nous ont semblé appartenir à ces univers théoriques différenciés mais au même creuset paradigmatique que nous pourrions appeler «émergent».

Les six premiers textes de l'ouvrage (DOLOREUX, CÔTÉ, BERGERON-TREMBLAY, HARVEY, ROBITAILLE, DELAY, BEAUDRY) nous permettent d'entrevoir plusieurs aspects de l'innovation «*dorénavant définie comme étant le résultat d'un produit social, un processus qui résulte de différentes formes collectives d'apprentissage*» (Doloreux). Dans son texte, David DOLOREUX évalue l'approche des «*systèmes régionaux d'innovations*» qui lui a servi à observer et comparer des expériences dans plusieurs régions canadiennes et suédoises ayant des caractéristiques propres. Les aspects «*systemique*» tant de l'approche que des expériences sont soulignés, mais également le caractère social et «*cumulatif de résolution de problème*», la non-linéarité de l'innovation, laquelle dépendrait des relations de proximité entre les acteurs, des caractéristiques et des règles des milieux, mais également beaucoup des interactions des entreprises dites innovantes avec des partenaires externes et donc leur environnement au sens large et des informations fournies par ces derniers.

Tout en distinguant pour sa part les «*grandes innovations*» qui contribueraient à restructurer en profondeur les structures socio-productives des pays ou des régions d'avec les *petites* pouvant contribuer à la régénération de leur tissu économique, Serge CÔTÉ se demande si l'innovation peut prendre racine ou s'épanouir ailleurs que dans les grandes et même les très grandes villes, voire les métropoles, ou dans quelques régions fertiles ou gagnantes seulement. S'intéressant aux formes de l'innovation dans cinq régions québécoises dont l'économie est axée sur les ressources naturelles et au rôle de la proximité dans le soutien à celle-ci, CÔTÉ expose les résultats d'une recherche auprès d'entreprises oeuvrant dans ces régions tout en proposant une «*formulation renouvelée du lien entre innovation et milieu*». La question de la «*proximité*» y paraît sous un jour passablement plus complexe que la seule proximité physique, la proximité relationnelle suscitant des «*relations intenses et riches en informations*», relations «*d'interfécondation*» et «*d'appropriation du savoir qui en découlent*» pouvant beaucoup compter. CÔTÉ insiste aussi beaucoup sur les modèles à architectures (territoriales) concentrées ou déconcentrées de soutien à l'innovation que les politiques publiques pourront contribuer à mettre en œuvre.

Les analyses de CÔTÉ du modèle à architecture déconcentrée qui serait actuellement celui du Québec trouvent leur prolongement à travers le riche *Bilan de l'innovation au Québec* proposé par BERGERON et TREMBLAY. Dans leur texte, les auteurs présentent le modèle du SNI

(*Système national d'innovation*) adopté par le Conseil de la science et de la technologie du Québec et reposant sur trois niveaux: l'organisation innovante, son environnement immédiat et l'environnement global. Appliqué au Québec, au moyen d'un ensemble d'indicateurs, cette approche permettrait de déceler plusieurs forces du SNI québécois et quelques grands secteurs vedettes (industries aérospatiales, biopharmaceutiques, des technologies de l'information et des communications), les régions paraissant par ailleurs «*inégalement dotées pour faire face au défi de l'innovation*», les acteurs impliqués dans le développement régional n'étant «*pas toujours imprégnés d'une très forte culture de l'innovation*».

Si Bergeron et Tremblay insistent sur l'importance en région non seulement de l'innovation technologique mais également de l'innovation sociale et organisationnelle prenant de plus en plus appui sur des «*savoirs scientifiques*», Fernand HARVEY insiste quant à lui sur le rôle des villes situées en régions dites en difficultés ou rurales dans le soutien aux dynamiques culturelles de plus en plus importantes dans le nouveau contexte d'une «*société de savoir*» émergente. Tout en discutant des critères susceptibles de définir les métropoles culturelles régionales au Québec, HARVEY insiste sur la présence d'une université et de centres de recherche, celle de médias écrits et électroniques et plus largement encore sur celle d'institutions culturelles et artistiques à vocation régionale participant à la création d'un «*environnement social favorable à l'innovation*» et surtout contribuant au «*maintien du lien social en région*» celui-ci lui paraissant au cœur de la «*capacité des milieux régionaux à participer au processus d'innovation*».

Ces préoccupations de Fernand HARVEY trouvent leur prolongement à travers la contribution de Martin ROBITAILLE qui lui aussi s'est penché sur le rôle des institutions éducatives dans une région québécoise où le projet de constituer une «*région apprenante*» est mis de l'avant de même que celui d'une «*nouvelle gouvernance régionale*». Poursuivant ces échanges autour des facteurs exogènes (en terme de nouveaux contextes notamment) et surtout endogènes propices à l'émergence d'innovations pouvant soutenir le développement régional et territorial, Estelle DELAY aborde quant à elle la question sous l'angle de la théorie et plus particulièrement du traitement des aspects identitaires ou culturels de l'innovation par l'important courant dit de la *théorie des milieux innovateurs* qui a émergé des travaux de Philippe Aydalot au cours des années 1980 sur la base d'une étude historique des dynamiques spatiales en France. Plutôt que de mettre l'accent sur l'identité, la théorie insiste sur l'unité et la spécificité du milieu pour qu'une dynamique d'innovation puisse s'y développer, cette unité et cette spécificité étant elles-mêmes très liées aux notions de valeurs, de codes, de règles souvent regroupées sous le terme de «*ressources territoriales immatérielles spécifiques*»

intégrées aux pratiques de coopération des acteurs. Suivant cette perspective, culture et identité seraient deux éléments essentiels des milieux innovateurs mais également à la source de la spécificité de territoires constituée à travers le temps.

**

Les huit textes qui suivent (BEAUDRY, HAROU-SÉNÉCAL, LETARTE, CAMUS-MALO, ROLLIN-FAVREAU, DOYON-BRYANT et al., HANDFIELD et al., GAGNON, ROBERT) éclairent chacun à leur manière des dynamiques d'acteurs, qui à défaut de toujours déboucher sur de grandes innovations réussies, en soutiennent souvent de plus petites parfois fragiles mais néanmoins inscrites dans le tissu économique ou social des collectivités tant rurales qu'urbaines du Nord et du Sud où elles se manifestent.

Traitée par Delay, la question de l'identité est aussi abordée par Raymond BEAUDRY en rapport avec celle de l'altérité, toutes deux observées au sein du mouvement rural de la région de Cluny en France où des projets de création de foyers ruraux et d'université rurale ont pris forme. À travers les récits qu'il a rassemblés d'acteurs ayant participé à ce mouvement et à ces projets, BEAUDRY tente de cerner les dynamiques culturelles qui ont pris forme et que trois grands thèmes selon lui structurent: la recomposition des liens sociaux, une culture au service de l'humanité et de la citoyenneté, la quête d'un savoir-faire et d'un savoir-être. Le contraire d'un morcellement des fonctions, suggère BEAUDRY qui souligne également la quête de sens et le besoin d'un monde commun exprimés, sans compter «*l'espoir d'y trouver un éclairage qui permettrait d'ouvrir des possibles*».

Les récits formulés cette fois par des acteurs engagés en milieu urbain montréalais dans une controverse d'aménagement routier ont retenu l'attention de HAROU et SÉNÉCAL. Tout en indiquant combien ces controverses peuvent constituer des révélateurs de systèmes d'action sociale et des intérêts parfois divergents des acteurs participants aux débats, les auteurs considèrent les controverses comme «*moment de la réflexivité des sociétés*», moment où divers projets d'aménagement de lieux peuvent être mis de l'avant renvoyant à des représentations ou à des «*intentionnalités différentes et divergentes*», comme à des «*images*» distinctes tranchées des lieux en cause. Des images recelant une part possible d'utopie comme d'innovation sociale, les différents mondes possibles annoncés ne pouvant qu'être l'objet d'une médiation qu'HAROU et SÉNÉCAL qualifient de périlleuse.

Georges LETARTE s'est pour sa part penché sur l'acteur collectif municipal afin d'évaluer le soutien apporté au développement social. Effectuée auprès de 78 municipalités de la région de Québec, la recherche

dont les principaux résultats sont présentés voulait vérifier l'existence de relations entre le niveau d'effort des municipalités en matière de soutien au logement social, aux activités récréatives et culturelles et certains indicateurs susceptibles d'influencer cet effort: la taille de la population, des caractéristiques populationnelles (la proportion des personnes de faible revenu, des jeunes, des personnes âgées) et la capacité financière des municipalités. Tout en indiquant des contributions de niveaux très variables des municipalités au développement social, les résultats indiquent que les populations pauvres ont tendance à se regrouper dans certaines municipalités alimentant des formes de ségrégation sociale qui devrait interpeller la population québécoise et les autorités publiques.

Les deux textes qui suivent portent sur la description et l'analyse de l'implantation d'un nouveau dispositif de développement local, le centre local de développement (CLD), soit en milieu métropolitain montréalais (Annie CAMUS et Marie-Claire MALO) ou en milieu semi-urbain et régional, en Outaouais (Joannie ROLLIN et Louis FAVREAU).

Diverses pratiques d'aménagement des territoires ruraux sont étudiées dans les trois autres textes qui suivent, que ce soit le développement touristique en milieu rural (Mélanie DOYON et al.), les stratégies patrimoniales qui se jouent dans le transfert des entreprises agricoles (Mario HANDFIELD et al.) ou encore les conflits d'usage qui émergent avec les activités reliées au loisir et au tourisme (Serge GAGNON) illustrant les limites d'une planification territoriale selon des fonctions attribuées à des territoires par des opérations, *a priori* rationnelles, de zonage.

Le texte de notre collègue français (Michel ROBERT) arrive bien au terme de cette séquence, car il illustre le brouillage que l'on constate entre les définitions traditionnelles des catégories rurales et urbaines et la nécessité de repenser les rapports urbains-ruraux qui tracent la voie à une approche de développement territorial que l'on souhaite mieux intégrée.

Finalement, le présent ouvrage se termine par quatre contributions, deux abordant le Brésil, une le Québec et une la France, qui traitent toutes, mais selon des registres différents, du développement local mais pensé comme une nouvelle perspective de développement territorial (Pierre TEISSERENC).

Alors que Steve PLANTE montre les potentialités d'un concept comme celui de gouvernance pour comprendre la dynamique locale soutenue par divers acteurs sociaux impliqués dans le développement local, André JOYAL et Dante MARTINELLI rappellent comment l'approche du développement local se répand actuellement dans les milieux sociaux et scientifiques au Brésil.

De son côté, Juan-Luis KLEIN démontre justement comment cette approche, si elle définit des pratiques, rejoint aussi un nouveau paradigme plus territorialisé du développement par ailleurs soucieux d'offrir une *perspective opérationnelle* qui devrait permettre de préciser «*comment intervenir de façon à créer des environnements systémiques dynamiques*», en particulier «*là où il ne sont pas créés spontanément par les forces du marché*». Dans son texte KLEIN évoque aussi ce «*dynamisme social durable*» qui permettrait à des acteurs de mobiliser des ensembles de ressources au profit de la collectivité «*ce qui, ajoute-t-il, ne peut se faire dans une perspective de long terme, que si elle en assure le leadership*», et dirions-nous, une certaine gouvernance.

Prolongeant ces réflexions de Klein sur les environnements systémiques et leur gouvernance par des acteurs, la notion de «*projet de territoire*» évoquée dans le texte de Pierre TEISSERENC qui clôt ce volume balise en même temps, à partir du cas de la France mais qui présente plusieurs points communs avec ce qui se passe ailleurs, un véritable chantier intellectuel et politique, celui du «*pilotage*» des systèmes sociétaux. Des systèmes qui, s'ils doivent demeurer ou devenir des systèmes «*locaux*», renvoient aussi à des institutions territoriales et à des systèmes *territoriaux* qu'une action publique responsable devrait pouvoir mettre en «*projets*» à partir de démarches de mobilisation prenant appui sur de multiples initiatives, une perspective de «*changement global, alternatif*», des «*références à des valeurs nouvelles telles que l'autonomie, la recherche du bien-être... l'innovation dans tous les aspects de la vie sociale, économique, culturelle, civique*», ceci «*en rupture avec la société industrielle et la société de consommation*».

Abordée suivant des perspectives aussi directement sociétales globales, l'*innovation* que ce tome 2 de **TERRITOIRES ET FONCTIONS. Des pratiques aux paradigmes** met en débat rejoint aussi la problématique des recompositions territoriales et des modèles et dispositifs territoriaux de gouverner et de gouvernance discutés dans le tome 1 intitulé *Des politiques aux théories: les modèles de développement régional et de gouvernance en débats*.

Ces questions traitées dans les deux volumes de **TERRITOIRES ET FONCTIONS** publiés à la suite du congrès de l'ACFAS de 2003 à Rimouski ont été d'ailleurs situées au cœur du projet scientifique du CRDT (*Centre de recherche sur le développement territorial*), lancé également en 2003 et dont Bruno JEAN rappelle en *Postface* les orientations et les axes de programmation des six prochaines années. Regroupant pour le moment une quarantaine de chercheur-e-s formés dans plusieurs disciplines ou champs de connaissances et rattachés à une dizaine d'universités québécoises, canadiennes et étrangères, une dizaine de chercheur-e-s associés, dont plusieurs étudiant-e-s gradués et doctorants, le centre entend participer très activement aux efforts de

compréhension et de mise en œuvre du développement territorial qui aux quatre coins du monde sont en cours et commandent la plus grande attention. Ceci notamment au nom des collectivités et des acteurs les plus fragiles toujours aux prises avec des problèmes graves d'inégalités socio-spatiales et qui ont aussi pour noms la faim, la peur, la guerre, l'absence de libertés politiques et individuelles, l'exode forcé, la destruction des patrimoines naturels et construits, la violence institutionnelle ou quotidienne imposée à l'Autre, à tant d'Autres.

Qu'il nous soit permis de remercier tous ceux et celles qui par leur contribution à la tenue du congrès et du colloque ou leur participation à ce dernier, ou d'autres contributions, ont rendu possible la publication des deux volumes de *TERRIROIRES ET FONCTIONS*. Parmi ces apports inestimables mentionnons ceux des membres des comités scientifique et organisateur du colloque: Serge CÔTÉ, Guy MASSICOTTE, Louis FAVREAU (Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités), Marc-Urbain PROULX, Patrice LEBLANC (Chaire Desjardins en développement des petites collectivités), Omer CHOUINARD, Steve PLANTE ainsi que Estelle DELAY, Robert GAGNÉ, Jean LARRIVÉE, Liliane OUELLON et Jeanne THALHEIM. Merci également à Stève DIONNE qui a coordonné la réalisation des maquettes des deux ouvrages.

À toutes et tous: MERCI!

Bruno JEAN, professeur à l'UQAR
Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement rural
Directeur scientifique du Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT)

Danielle LAFONTAINE, professeure à l'UQAR
Codirectrice du Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT)
Directrice du GRIDEQ (Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional, de l'Est du Québec)